

## DEMOCRATIE, LIBERTE DE CONSCIENCE ET LIBERTE D'EXPRESSION

Le 16 septembre 2006, un professeur de philosophie, Robert Redeker, publiait dans le « Figaro » un article consacré à l'attitude du monde libre face aux intimidations islamistes.

Le 20 septembre 2006, le « cheikh » Youssef al-Qaradawi lançait, en réponse à cet article, une « fatwa » à l'encontre de son auteur. Le 29 septembre de la même année, un Français (!...) d'origine marocaine lui adressait des menaces de mort en ces termes particulièrement explicites: « Tu as osé insulter notre prophète bien aimé (...) mais sache que les musulmans (...) sont tes ennemis pas juste les extrémistes (...) alors maintenant coure toi ta femme et tes enfants (...) crois moi tu vas mourir ». La justice de notre pays a récemment condamné cet individu à six mois de prison avec sursis, 750 euros d'amende et 150 euros de dommages et intérêts...Mais que l'on se rassure, son avocat a fait appel de cette peine exemplaire...

Dans d'autres circonstances, dont les aboutissants sont identiques, la « fatwa » se qualifie de « contrat », terme bien connu des mafieux et des assassins de tout acabit. Certaines informations accréditent il est vrai la thèse selon laquelle il n'y aurait pas eu de fatwa. Les insultes et surtout les menaces de mort auront été pour leurs parts bien réelles.

Croit-on rêver ? Sommes-nous au Moyen Age ? Ou dans quelque dictature intégriste moyen-orientale ? Mais non, nous sommes en France, au début du XXI<sup>e</sup> siècle ! Patrie, comme chacun le sait et se plaît à le répéter, des « Lumières » (éteintes en fait chez nous de longue date), et des Droits de l'Homme - ainsi que nous en avons de la sorte une preuve supplémentaire.

Car ce qui est réellement extraordinaire, dans cet événement, ce n'est pas tellement que les fanatiques moyenâgeux déversent leur haine et leurs anathèmes contre leurs adversaires – mais c'est plutôt et même surtout le silence sidéral qui a fait suite à cette atteinte délibérée à la liberté d'expression dans un pays réputé démocratique.

Silence du monde politique, du gouvernement, bien sûr (nous y reviendrons) - silence de l'opposition, évidemment - silence des médias, non moins évidemment.

« Le Figaro », bien vite interdit en Tunisie et en Egypte (où la liberté d'expression et la démocratie ne volent pas très haut, et où chrétiens et coptes sont marginalisés, voire martyrisés, bien entendu dans l'indifférence générale), prenant son courage à deux mains (si l'on peut dire) présente des excuses sur une chaîne arabe et retire le texte de Robert Redeker de son site (on aurait pu croire avoir tout vu – mais ce n'est manifestement pas encore le cas). On peut se demander quelle valeur réelle le quotidien accorde lui-même à la devise qu'il s'est choisie (« Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur » : nous en reparlerons).

Il y a eu sans doute quelques rares et rapides condamnations, de pure forme, et très vite oubliées, ainsi que quelques informations diffusées tout aussi furtivement, et des pétitions sans effet.

Pendant ce temps, Robert Redeker doit vivre caché, et sous protection policière!

Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment a-t-on pu arriver à ce point de lâcheté, de renoncement, de faiblesse ?

Deux ministres du Gouvernement de la France de l'époque (Gilles de Robien et Renaud Donnedieu de Vabres) ont même émis l'idée qu'il était inconvenant d'oser ainsi critiquer l'islam, donnant finalement raison, de façon déguisée mais non moins objective, aux plus fanatiques.

Comment a-t-on pu atteindre un tel degré de masochisme politique?

C'est une longue histoire, qui ne date pas d'hier.

En 1936, à Munich, Daladier, pensant ou feignant de penser épargner à la France, ce si beau pays, une nouvelle guerre, cède à toutes les exigences d'Hitler. A son retour en France, il est accueilli triomphalement. A l'époque, il n'aurait pourtant pas encore été difficile d'empêcher le chancelier allemand de parvenir à ses fins dominatrices et exterminatrices. Lui-même ne se doutait pas de la facilité avec laquelle la France, mais aussi il est vrai la Grande-Bretagne, se plieraient lâchement à ses volontés. Il aura fallu l'extermination de 6 millions de juifs et six ans de guerre mondiale pour « racheter » la bêtise et la veulerie de Daladier, confortées par la complicité de Chamberlain.

Revenu aux affaires en 1958, De Gaulle n'aura de cesse de vanter « l'indépendance » de la France vis-à-vis de l'Alliance Atlantique et des Etats-Unis. Animé d'un profond ressentiment personnel à l'égard de l'Amérique, il se servira du pouvoir pour assouvir sa tenace rancune. Aucune occasion ne sera dès lors manquée pour prendre le contre-pied systématique de nos alliés, au plus grand profit du bloc soviétique, puis de l'Empire du Milieu renaissant. Les critiques à l'égard des Etats-Unis iront alors en s'amplifiant, tandis que la dictature communiste se voyait reconnue, et légitimée par un désir affiché de coopération ostentatoire – malgré l'étouffement de l'Europe de l'Est, et un rideau de fer toujours hermétique et mortel pour ceux qui tentaient de le franchir.

En 1967, alors qu'Israël est menacé sur toutes ses frontières, de Gaulle renie son alliance avec l'Etat juif, et prend le parti du monde arabe. C'est, finalement, faire le choix du moindre risque: les Arabes sont les plus nombreux et ils ont le pétrole – alors qu'Israël n'en possède pas.

L'Homme de la Résistance est devenu, au fil du temps, l'homme de la collusion et de la collaboration avec les pires régimes.

Cette attitude présente pourtant, pour lui, plusieurs avantages.

Sachant parfaitement que les Etats-Unis soutiendraient Israël, il trouve ainsi une nouvelle et bonne occasion de s'opposer, à peu de frais, à nos alliés. En même temps, il donne de nouveaux gages à l'empire soviétique. Et, enfin, il rallie de la sorte à sa politique étrangère tous ceux qui, en France, haïssent les Etats-Unis tout autant que l'Occident et ses valeurs démocratiques. Nationalistes de tous poils, communistes, socialistes : jusqu'à aujourd'hui encore, la référence au gaullisme est de bon ton d'un bord à l'autre de l'échiquier politique.

Récemment encore, Laurent Fabius s'offusquait comme la vertu offensée du rapprochement entamé par le Gouvernement actuel vers l'Alliance Atlantique, en invoquant le général de Gaulle – et en affectant d'oublier que les socialistes, jamais à cours d'invectives, le traitaient à l'époque de dictateur.

L'Histoire ne s'arrête hélas pas là.

En 1973, après une nouvelle guerre les opposant à Israël, les pays arabes producteurs de pétrole décident d'utiliser l'or noir comme arme politique. Les pays qui (à l'époque) ont soutenu Israël font l'objet d'un embargo et en sont punis. Les prix du brut s'envolent.

Malgré sa complaisance à l'égard de régimes pourtant bien peu ragoûtants, la France n'est évidemment pas épargnée par le phénomène. Et dès 1974, la croissance économique stagne, le chômage augmente et les prix aussi.

En 35 ans, la situation ne fera que se détériorer. Au premier choc pétrolier viendront bien sûr s'ajouter d'autres facteurs de crise: dérégulation financière, inadaptation des structures économiques de nombreux pays industrialisés, émergence et concurrence accrues de la part de nombreux pays en développement (qui atteignent enfin une certaine maturation économique), inadéquation de la fiscalité – puis une mondialisation mal organisée, mal maîtrisée, et dont les effets se traduisent par une compétition accélérée entre les états, les sociétés et les individus, et, in fine, le nivellement par le bas et le moins disant social.

Malgré un accroissement continu du produit intérieur brut jusqu'à la crise financière de fin 2008, des pans entiers de la population sont paupérisés; misère, crise du logement, réapparition des soupes populaires... Voilà le tableau de notre pays au début de 2009.

Mais ce n'est encore pas tout.

Au fil des ans, le patronat, avec l'appui plus ou moins avéré des gouvernements successifs, recourt massivement à l'immigration, afin de pourvoir les emplois mal payés et pénibles laissés progressivement vacants par les travailleurs français. Cette politique avait aussi (et surtout, d'ailleurs) pour but de limiter ainsi les augmentations de salaire, et d'éviter de traiter correctement le problème du travail manuel.

Le regroupement familial, le développement de filières clandestines d'immigration, feront qu'un contingent massif de population d'origine musulmane se trouve à présent installé dans les pays industrialisés.

Nous y reviendrons.

Face à la déstructuration de nos sociétés, dont on s'est efforcé avec succès d'effacer tout repère moral, où les valeurs fluctuent comme à la bourse, où la misère et le chômage réduisent des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, à l'assistanat (car on est bien loin des taux de chômage officiels), les gouvernements successifs se sont révélés être d'une incurie sans faille et continue. Finalement, même François Mitterrand, qui prétendait « changer la vie » (ceux qui avaient un emploi avant ses mandats et se sont retrouvés à la rue ont effectivement vu leur vie changer), finira par dire qu'il « avait tout essayé ».

Mais, face à la tragédie de ces trente dernières années, les gouvernements de la droite la plus bête du monde, faute de résoudre les problèmes de fond, se sont efforcés de s'attirer la sympathie de leurs adversaires en accentuant jusqu'à la caricature, et des décennies après la disparition de son instigateur, les pires travers de la politique gaulliste.

Après que le mur de Berlin se soit écroulé, sans que nous y ayons été pour quelque chose, la politique pro-arabe et anti-américaine est devenue une antienne de tous nos dirigeants – à l'exception du Gouvernement actuel.

Bien entendu, les gouvernements de gauche n'y ont rien trouvé à redire. Mais il est vrai que leur propre incurie dispose d'un paravent efficace, un mot magique, qui fait frémir d'aise le tout « politiquement correct »: ils sont « de gauche ». Tout comme l'étaient Staline, Pol Pot, Ceausescu, Erich Honecker, et beaucoup d'autres du même moule.

Au fil des années, et de la multiplication des mosquées sur notre sol, notre pays (et d'autres, d'ailleurs), déjà largement finlandisé au temps de l'empire soviétique, est devenu un pays sous influence.

Nos politiciens usés et sans imagination ont trouvé dans « l'intégration » et la « lutte contre les discriminations » de nouvelles frontières faciles à défendre – tout autant que très perméables...

Entendons-nous bien: il ne s'agit pas là de développer une critique sur le fond de ce que recouvrent ces termes, mais de l'usage démagogique, superficiel et à contresens qui en est systématiquement fait.

Car, pour intégrer, il faut d'abord permettre à chacun de disposer de moyens d'existence corrects, ce qui, et c'est une évidence, n'est pas le cas. Et puis, il faut aussi que la volonté d'intégration soit partagée – ce qui n'est pas acquis non plus.

A cet égard, « le Monde » du 29 août 2006 faisait état des résultats d'un sondage effectué par Pew Research Center au printemps 2006 auprès des musulmans de quatre pays européens (France, Grande Bretagne, Espagne, Allemagne).

Les résultats de ce sondage sont particulièrement éloquents.

Il apparaît en effet que si une majorité de musulmans s'inquiètent de l'extrémisme islamiste, une minorité approuve toutefois les attentas suicides et cette proportion atteindrait tout de même 16 % en France.

La moitié des musulmans britanniques percevrait « un conflit naturel entre le fait de pratiquer l'islam et le fait de vivre dans une société moderne ». En France, nous aurions l'immense chance de constater cependant que 72 % des Français musulmans n'y verraient pas d'objection...

Pire encore, lorsqu'on interroge les musulmans sur ce qui, de la religion ou de la nationalité, les définit le mieux, 81 % des musulmans britanniques optent pour la religion. Et notre pays, chanceux entre tous (puisqu'il échappe même aux nuages radioactifs) verrait la population de musulmans préférant leur religion à la nation descendre à 46 % - niveau encore particulièrement élevé. En outre, les moins de 35 ans seraient 51 % à se dire d'abord musulmans...

Curieusement (si l'on peut dire), la presse audiovisuelle, toujours si prompte à rabâcher matin, midi et soir les messages et les images qu'elle juge bons à être vus et entendus par le bon peuple, ne s'est pas étendue outre mesure sur ces informations.

Celles-ci donnent, il est vrai, un éclairage bien singulier sur les discours développés de tout bord sur la nécessaire « intégration ».

Il en va de même pour les « discriminations ». La première d'entre toutes est d'ordre économique et elle n'est pas prête d'être résolue par les politiciens qui se partagent le pouvoir depuis des décennies. Et ce n'est pas la politique des quotas, qui devrait aussi et pourquoi pas répartir les postes en fonction de la couleur des cheveux et de la taille des candidats (les « petits » et les rouquins ne sont-ils pas souvent rejetés ?) qui changera quoi que ce soit.

Et, dernier cheval de bataille consensuel, la lutte contre le « racisme ».

Noble cause en elle-même, aussi dévoyée que le reste. Mais reconnaissons qu'il est plus facile de prononcer de grandes phrases contre le racisme, que de permettre à chacun de disposer d'un niveau de vie décent ou d'avoir un logement.

Que l'on se hasarde en France et en Europe à porter la moindre critique à l'égard de l'islam et l'accusation de « raciste » fuse immédiatement – et réussit à condamner, grâce aux lois liberticides votées en particulier dans notre pays.

Au temps de la splendeur de feu l'empire soviétique, et alors que son allié français, le PCF, atteignait les 20% de voix aux élections, tous ceux qui osaient critiquer le communisme étaient immédiatement taxés de « fascistes ».

Il en va à peu près de même avec l'Islam aujourd'hui. Il semble véritablement interdit de critiquer cette religion. Pourtant, quel est le sort réservé aux femmes et aux non musulmans en « terre d'islam », y compris dans l'actuelle Turquie, qui voudrait tellement entrer dans l'UE ?

Les soi-disant « anti-racistes » ne sont pourtant que l'équivalent des pseudo-« pacifistes » qui, dans les années 80, manifestaient contre les fusées « Pershing » déployées en Europe de l'Ouest – sans rien dire des missiles SS 20 mis en place par les soviétiques en Europe de l'Est. Il est vrai que certains de ces faux « pacifistes » avaient avoué qu'ils préféreraient être « plutôt rouges que morts ». Du moins avaient-ils alors eu l'honnêteté de tomber le masque – ou le voile...

Et les racistes ne sont pas forcément ceux que l'on croit ou que l'on accuse.

Car les vrais racistes, dans ce pays, sont ceux qui méprisent sa culture et ses lois, qui violent et brûlent les filles dans les caves ou les autobus parce qu'elles ont osé dire « non », ce sont ceux qui pratiquent la polygamie, ceux pour lesquels le terme de « Français » constitue une insulte, ceux qui agressent les médecins parce que leur femme a été soignée par un homme, ceux qui réclament des horaires particuliers pour l'ouverture des piscines aux seules femmes – et enfin ceux dont l'intolérance a conduit à la création du mouvement « ni putes ni soumises », ramenant notre pays au niveau du Liban.

Mais où est donc passée Gisèle Hallimi ? On aurait pu penser qu'elle soit en première ligne pour défendre « la cause des femmes » dans les banlieues et partout où les femmes sont exclues de la société, en Iran ou en Arabie Saoudite comme en France même, du fait de leur appartenance à une « culture » qui n'est manifestement pas la nôtre. Que nenni! Silence complet depuis longtemps sur le sujet. Tout au plus une rapide réapparition médiatique dans « Le monde » du 10 juin 2008, avec un article alambiqué sur l'affaire du mariage annulé pour cause de non virginité. Tout en condamnant le jugement, madame Hallimi feint de s'étonner que l'on ait pu préciser que les époux sont musulmans, pour constater malgré tout que ce jugement « porte atteinte à ce qui fonde notre justice » (il était difficile de ne pas le voir). Mais rassurons-nous: elle s'offusque vite que du fait que « l'indignation générale provoquée par l'annulation du mariage se mâtime de relents islamophobes », en n'omettant pas de rappeler les mariages des « juifs orthodoxes, à papillotes et à perruque », ni ceux des « catholiques intégristes disciples de Monseigneur Lefèbre, priant régulièrement à Saint-Nicolas-du-Chardonnet ». Pour finir par imaginer que « cette effervescence a permis, en subliminal (*n'ayons pas peur des mots !*) de mettre une fois de plus en accusation les musulmans. Egalité des sexes, dignité des femmes, tels sont les impératifs de notre droit qui excluent, dans tous les cas, la prise en compte de réflexes communautaristes ». Tout est dit et son contraire dans cet article qui ne manque pas de faire l'amalgame entre une poignée de traditionalistes juifs ou catholiques et des centaines de millions de musulmans intolérants, et qui condamne évidemment les premiers (sans le dire) mais reste d'une si grande mansuétude pour les soi-disant victimes de « l'islamophobie ».

Remarquons d'ailleurs que ce terme si prisé de l'intelligentsia hypocrite et bien-pensante pour excuser l'intolérance et le fanatisme qui sévissent dans nombre de pays, y compris le nôtre, ne connaît pas son pendant pour les chrétiens martyrisés ou écartés de la société, soit du fait des régimes communistes, soit par les théocraties musulmanes. Curieusement, il ne se trouve personne

pour condamner la « chrétienphobie » qui règne dans le monde – ainsi que dans l’esprit et les paroles des donneurs de leçons des salons parisiens...

D’une toute autre teneur et bien plus digne avait été l’article de la pakistanaise Irshad Manji (auteur de « musulmane mais libre ») paru dans « Le monde » du 26 juin 2007, alors que l’Iran venait de porter le montant du contrat pour l’assassinat de Salman Rushdie de 2 millions à 2,5 millions de dollars, quand celui-ci a été fait chevalier par la reine d’Angleterre. Dans son article, Irshad Manji rappelle en premier lieu que dans son école islamique de Vancouver, on apprenait aux élèves à se méfier des juifs. Elle précise ensuite qu’à l’époque de son article, le ministre pakistanais des affaires religieuses avait estimé que, compte-tenu des provocations littéraires de Salman Rushdie et de ses « blasphèmes » envers l’islam, il n’était pas étonnant que les musulmans manifestent leur colère par des attentats suicides... Tout un programme! Plusieurs membres du gouvernement pakistanais avaient alors répercuté cette condamnation envers le Royaume Uni, suscitant l’ire des musulmans en Europe même. Belle illustration du « dialogue des civilisations ». Irshad Manji clamait dans l’article l’indignation que lui inspirait cette situation. Mais elle rappelait également qu’en 1979, Abdus Salam, le premier musulman à recevoir le prix nobel de physique s’était vu couvert d’opprobre par les religieux de son pays et son propre gouvernement, au prétexte qu’il avait ouvert son discours de réception par la citation d’un verset du Coran alors qu’il appartenait à une minorité religieuse... Irshad Manji rappelait aussi le nombre de femmes tuées chaque année dans son pays pour avoir soi-disant souillé l’honneur de leur famille, soulignant que si les musulmans savaient s’indigner des sévices infligés aux prisonniers de Guantanamo, ils restaient parfaitement silencieux devant les exactions commises par certains d’entre eux à l’égard des membres de leur propre communauté. Toute ressemblance avec des personnages existants ou ayant existé serait en l’occurrence purement fortuite...

Dans son article, Irshad Manji précise qu’il s’est aussi trouvé des mollahs pour blâmer les accolades entre les hommes et les femmes, et la ministre pakistanaise du tourisme s’était faite condamner par les religieux de son pays pour avoir donné une accolade à son moniteur de parachute, lors d’une manifestation organisée par une organisation caritative française destinée à récolter des fonds lors du tremblement de terre de 2005...

Elle rappelle enfin que l’Organisation de la conférence islamique a fait pression sur le Conseil des droits de l’homme des Nations Unies en vue d’adopter une résolution contre la « diffamation de la religion », qui ne s’applique d’ailleurs qu’à l’islam et non aux croyances en général. On imagine le tollé qu’aurait suscité cette décision si elle avait émané des chrétiens ou des juifs... Mais en l’occurrence, les critiques furent évidemment bien faibles, et les grandes chaînes de télévision n’avaient pas jugé utile de relayer abondamment l’information.

Mais d’aucuns affecteront sans doute de ne voir ici qu’« islamophobie »...

Et il ne se passe pas un jour sans que les médias ou les politiciens qui se partagent le pouvoir distillent l’idée que les Français ne sont que des colonisateurs racistes. C’est à se demander pourquoi notre pays attire autant de personnes souhaitant y vivre et y développer leurs propres « cultures », ne lui préférant pas de véritables paradis terrestres tels que l’Iran, la Syrie ou la Libye...

Il faut se souvenir par ailleurs que la France avait accueilli jadis avec une parfaite indifférence la mainmise du Nord Vietnam sur le Sud. Les Américains avaient essuyé un cuisant échec, et c’était déjà là une grande satisfaction. Et ce même pays a par la suite donné asile à l’Ayatollah Khomeyni – puis avait refusé de recevoir en exil Salman Rushdie, condamné lui-aussi à mort par les chefs religieux de son pays. Et, peu avant le déclenchement de la guerre en Irak, la France avait aussi refusé de soutenir les démocrates Irakiens dans leur exil et n’avait pas voulu les recevoir sur son sol...

Ainsi, la lâcheté et l'hypocrisie sont-elles érigées en doctrine de gouvernement. Mais après-tout, l'essentiel n'est-il pas de pouvoir continuer à vendre tranquillement nos cageots de pommes de terre et nos canons, et d'aller se faire bronzer le nombril une fois le week-end venu ?

Les politiciens qui se partagent le pouvoir, et Chirac était le premier d'entre eux, considèrent, il est vrai, que la démocratie est sans doute bonne pour eux, mais que les autres peuvent bien s'accommoder de la dictature, de la barbarie et de l'obscurantisme. Il ne faut évidemment pas se permettre la moindre ingérence dans la « culture » des autres.

Il semblerait par contre que l'inverse soit parfaitement admis, et nos dirigeants ont décrété que ce pays est désormais « multiculturel ». Au fait, on ne sait pas trop (ou on ne sait que trop...) quel autre modèle culturel devrait ainsi se développer dans notre pays: celui de l'Iran, celui de la Libye, ou peut-être celui de l'Arabie Saoudite ? A ce jour, d'ailleurs, aucun référendum n'a encore été réalisé pour connaître l'opinion des Français sur le sujet...

Après l'illusion de la « détente » avec les pays communistes, qui a servi de base à la politique étrangère de la France pendant des décennies (sans empêcher, évidemment, Budapest, Prague, ni l'étouffement du Tibet, entre autres), voici venu le temps du « dialogue » avec les autres civilisations. Loin de ces quelques lignes l'idée que ce dernier soit en lui-même nuisible, et qu'il ne faudrait pas s'instruire de ce que pensent les autres – bien au contraire. Mais, là encore, la manière d'appréhender le débat rend celui-ci faussé dès le départ. Tous les régimes aux doctrines totalitaires, que celles-ci soient fondées sur l'idéologie ou la religion, procèdent de la même manière, et leur volonté de « dialogue » est uniquement conduite par des considérations tactiques. Il s'agit d'amadouer les démocraties en invoquant les mots que celles-ci veulent entendre, telle que paix, tolérance, non ingérence, développement... Mais les concessions sont toujours à sens unique. A cet égard, le parallélisme entre le communisme et l'islam est éloquent: l'un comme l'autre considère que « tout ce qui est à lui est à lui, et que tout ce qui à nous est à lui » aussi. Soyons tolérant à l'égard de tous dans les démocraties, acceptons de nous faire insulter chez nous par ceux qui nous méprisent foncièrement... Mais surtout ne nous mêlons de rien si des non musulmans sont persécutés ou massacrés dans leurs pays, et, finalement, ne relevons surtout pas que le moyen âge y sévit toujours... Cela ne nous regarde évidemment pas.

D'ailleurs, et c'est une évidence, quelle leçon les démocraties pourraient-elles donner, puisque ce furent d'odieuses colonisatrices ? Cela est d'ailleurs vrai, et mérite effectivement que l'on s'en souvienne.

Il serait cependant opportun de se souvenir de toutes les colonisations, passées et présentes, victorieuses ou non. Ainsi, par exemple, de celle que les Arabes ont entreprise en France, bien avant les croisades, jusqu'à ce que Charles Martel les renvoie chez eux, ou en Espagne, où ils sont restés plus longtemps. Où encore de celle qu'ils ont entreprise préalablement dans tout le Moyen-Orient, en contraignant les précédents occupants à adopter leur religion et leur mode de vie - et qu'ils occupent toujours.

Mais la culture du renoncement et du masochisme moral et intellectuel s'est en fait répandue à travers toute l'Europe.

Jacques Chirac s'en était fait le porte-parole, le juge et le procureur.

Il n'a donc jamais hésité à tancer les Etats-Unis, lorsqu'ils ne se battaient pas pour nous, ou les Polonais lorsqu'ils ne disaient pas ce qu'il voulait entendre.

Il n'avait toutefois pas estimé utile de prononcer le moindre jugement réprobateur à l'égard des fascistes négationnistes au pouvoir à Téhéran.

Il faut pourtant se souvenir que le même Chirac, succédant au couple Mitterrand-Balladur, avait laissé se développer dans les Balkans une guerre d'un autre âge, au cours de laquelle les camps de concentration dignes des nazis avaient refait leur apparition.

L'Europe occidentale était restée les bras croisés devant les exécutions perpétrées par les fascistes Serbes, et les troupes de l'ONU, dépêchées sur place, n'avaient rien fait pour empêcher les massacres qu'elles se contentaient de constater.

Il avait fallu, une nouvelle fois, l'intervention militaire des Etats-Unis pour que Chirac vole au secours de la victoire, contribuant enfin à débarrasser les Balkans du nouvel Hitler qu'était l'ex « socialiste » Milosevic.

Au passage, on peut rappeler que les Etats Unis n'avaient pas hésité à se battre contre les serbes chrétiens orthodoxes au profit des musulmans kosovars. Les musulmans du monde entier seraient bien avisés de s'en souvenir.

Pour sa part, Kadhafi n'avait pas hésité à assombrir une nouvelle fois l'héritage des « Lumières », en faisant condamner à mort infirmières et médecins étrangers accusés d'avoir contribué à inoculer le virus du sida à un certain nombre de malades.

Bien que des enquêtes scientifiques aient prouvé qu'il n'en était rien, la sentence avait été maintenue – et chacun connaît la suite de cette tragédie. Romano Prodi, alors président de la Commission Européenne, avait cru naguère bon de dérouler le tapis rouge pour accueillir le dictateur Libyen à Bruxelles. Nous avons su faire encore bien pire en permettant à ce criminel de s'exhiber en France sans vergogne pendant une semaine entière. Mais il faut se souvenir que nous avons déjà reçu en grandes pompes les Brejnev et autres Jaruzelski...

Curieusement, d'éminentes personnalités telles que Danielle Mitterrand, Robert Badinter, des associations oeuvrant dans notre pays si « courageusement » en faveur des droits de l'homme, telles que le MRAP, la Licra et toujours l'ineffable et soi-disant « Ligue de Défense des Droits de l'Homme », tous toujours si prompts à dénoncer la peine de morts aux USA, étaient demeurés en l'occurrence d'un silence assourdissant pendant l'affaire des otages libyens...

Il est vrai que la malhonnêteté intellectuelle et l'opportunisme politique sont, dans ce pays, sans limite.

Une preuve supplémentaire en est donnée par le traitement réservé à certains événements par la presse audiovisuelle – toutes chaînes confondues.

L'un des plus significatifs date du mois d'août 2006, lorsque l'armée israélienne a essayé de desserrer la pression exercée sur Israël par les terroristes moyenâgeux du Hezbollah. Un mois de conflit (dont il n'est pas question d'apprécier ici la justification), ayant entraîné moins de 10 000 victimes (ce qui est déjà trop), a été abondamment relayé dans les médias français et occidentaux matin, midi et soir, en prenant soin de toujours présenter Israël comme le méchant agresseur.

La même opération médiatique s'est d'ailleurs déroulée avec la récente intervention israélienne dans la bande de Gaza – pour sa part destinée à faire taire une pluie incessante de roquettes délibérément destinée à tuer des civils.

Par contre, que les milices arabes massacrent tout sur leur passage avec la complicité du Gouvernement soudanais, comme au bon vieux temps du Mahdi, qu'elles aient occasionné déjà 200 000 victimes et 2 millions de déportés, cela n'avait guère fait l'objet que de quelques reportages, de loin en loin, et toujours commentés sur le ton le plus neutre possible jusqu'à l'arrivée

de Bernard Kouchner au ministère des Affaires Etrangères. Et cette tragédie est d'ailleurs à nouveau passée aux oubliettes des grands médias.

A ce propos, il n'est pas sans intérêt de noter que les dirigeants arabes ont facilement pris parti pour le soutien au dictateur soudanais à l'occasion de la récente condamnation de celui-ci par le tribunal pénal international. Ils auraient pu, à cette occasion, se démarquer enfin de leurs propensions autocratiques et totalitaires, mais leur haine de l'Occident et leur atavisme religieux, culturel et politique a été prépondérant et les ont fait, une fois de plus, pencher dans le camp de l'obscurantisme le plus odieux. Bien entendu, ce fait a rapidement été mentionné dans les hautes sphères médiatiques et gouvernementales occidentales, sans que la moindre conclusion en soit tirée, et l'histoire est de toute façon déjà oubliée. Il semble d'ailleurs finalement admis que ces pays et, surtout, leurs dirigeants, resteront encore longtemps ce qu'ils sont réellement. Et puis il est tout de même plus facile de critiquer l'OTAN et les Etats-Unis. L'extrême gauche et les « pacifistes » ne s'en sont d'ailleurs pas privés à Strasbourg, avec le « succès » que l'on sait (si les actes commis par les fascistes rouges n'avaient pas été aussi répugnants, il serait presque amusant de constater que ceux qui se sont élevés avec tant de véhémence contre la présence des forces de sécurité pendant le sommet de l'OTAN sont à peu près les mêmes que ceux qui ont feint de s'indigner que la police n'ait pas été présente pour empêcher les violences de se produire. Mais personne n'a en fin de compte jugé utile de condamner les vrais et seuls coupables des dégradations commises).

En réalité la majeure partie de la presse audiovisuelle est largement acquise à la gauche caviar et à la dialectique du politiquement correct. Elle distille une « information » tronquée, partielle et partielle depuis des décennies. Les résultats de cette propagande ont évidemment fini par produire leurs effets.

Que Castro assassine ses opposants, que la Chine communiste écrase ses étudiants avec des chars, que la Corée du Nord ne soit qu'une dictature sanguinaire qui laisse ses populations mourir de faim, rien de tout cela ne provoque l'ire internationale, ni de commentaires acerbes de la plupart des journalistes, ni de manifestations de la part du PCF et de ses acolytes, pas plus que des habituels soi-disant défenseurs des droits de l'Homme (Licra, MRAP et consorts), ni, bien entendu, de l'intelligentsia révolutionnaire des salons parisiens. Mais que les américains retiennent prisonniers à Guantanamo quelques dizaines de terroristes dont les seuls idéaux étaient de ramener leurs pays et le monde au moyen âge, quel scandale!

Il aura fallu que les JO se tiennent à Pékin et qu'une nouvelle et féroce répression s'abatte sur les tibétains pour que l'on se réveille quelque peu. Mais il est bien vite apparu que les condamnations des exactions chinoises ne dureraient pas, devant les réprimandes adressées par les maîtres de la Cité interdite aux dirigeants occidentaux. La France a d'ailleurs rapidement fait amende honorable – et s'est officiellement excusée – sans que l'on sache d'ailleurs de quoi: d'être (encore, mais pour combien de temps ?) une démocratie peut-être ?

Il faut reconnaître que Marx avait raison sur un point: les capitalistes seront assez bêtes et cupides pour vendre la corde qui les pendra.

Dans son édition du mardi 10 février 2009, « le Monde » consacre un article aux relations USA – Cuba à l'aube du mandat du nouveau président américain. Cet article rappelle les bonnes intentions de nombreux chefs d'états à l'égard de la dictature castriste, et précise que le Forum de Davos vient d'inviter Raul Castro à sa session latino-américaine de Rio de Janeiro, qui doit se tenir en avril. L'article cite le chef de la représentation diplomatique américaine dans l'île de 1999 à 2002, selon lequel il est temps « de laisser de côté l'idée de changer le régime, comme nous avons essayé de le faire sans succès pendant cinquante ans ». De fait, l'idée générale de l'article, ainsi que des personnes citées, est que, pendant que passent le temps et les discours des dirigeants démocrates, les dictatures perdurent, et que, finalement, il est bien plus simple de demander aux démocraties de renoncer à leurs idéaux, plutôt que de demander aux dictatures de se démocratiser. Et l'article de

terminer en soulignant d'ailleurs cette « nouvelle marque de l'intérêt que suscite le potentiel pétrolier offshore de l'île communiste »...

Et, pendant que nos édiles s'ingénient à invoquer l'intégration à tout prix en se voilant (c'est le cas de le dire !) la face pour ne pas voir la réalité, en « terre d'islam », le discours et la méthode sont toujours aussi intolérants. En Algérie, une loi votée le 28 février 2006 prévoit des peines de 2 à 5 ans de prison et des amendes de 5 000 à 10 000 euros contre toute personne qui « incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion ». La loi interdit la pratique d'une autre religion que l'islam en « dehors des édifices prévus à cet effet et subordonne l'affectation des édifices pour l'exercice du culte à l'obtention d'une autorisation préalable ». C'est en vertu de cette loi qu'un prêtre français a été condamné à un an de prison avec sursis par le tribunal de Maghnia (ville située à la frontière algéro-marocaine) le 30 janvier 2008, pour avoir animé à Noël un culte avec des migrants subsahariens (« Le Monde » du 26/2/2008). La communauté catholique algérienne est soumise à une pression continue, et les autorités locales de l'ensemble des départements l'ont tout simplement invité à quitter le pays du fait des menaces d'Al-Qaïda.

En Irak, les chrétiens sont également soumis à la même pression. Un article de plusieurs personnalités paru dans « Le Monde » du 25/3/2008 précise que de 700 000 personnes avant la guerre, la communauté chrétienne est à présent réduite à moins de 200 000 membres. « Convertissez-vous ou partez », « le Coran ou la mort », « Vous êtes des cafards, des traîtres, des impies ! », voilà les slogans et les menaces qui s'abattent sur les non musulmans et les chrétiens en particulier. Nombre d'entre eux n'ont par conséquent eu d'autre choix que de s'exiler.

Il n'y aurait donc pas de « haute autorité contre les discriminations », en terre d'islam ?...Curieusement, voilà une matière qui ne semble passionner ni la presse audio-télévisuelle, ni les « grands défenseurs » de « l'antiracisme » dans notre pays. Allez donc savoir pourquoi ?...

Mais rien ne semble pouvoir ébranler la tranquille lâcheté, la cupidité sans limite et l'incurie de nos dirigeants.

Les assassinats du leader nationaliste Pim Fortuym en 2002, puis du cinéaste Théo Van Gogh par des islamistes n'ont bien entendu pas suscité la moindre réprobation. Il est vrai que ce n'était sans doute que des fascistes xénophobes, et, après tout, ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient.

Quelques journalistes danois s'étant risqués (c'est le cas de le dire) à produire dans leur journal des caricatures de Mahomet, c'est le monde musulman dans son ensemble, de l'Algérie à l'Indonésie, qui a manifesté avec une violence inouïe sa colère et son fanatisme – sans que personne ne se demande de quelle façon les peuplades incultes des contreforts de l'Himalaya avaient bien pu avoir connaissance des fameux dessins...

Des ambassades occidentales ont été assaillies dans plusieurs pays musulmans. Mais ces actes de guerre n'ont donné lieu à aucune réaction de la part de nos dirigeants. En dignes descendants de Daladier et de Chamberlain, ils se sont contentés de penser qu'il valait mieux ne pas trop déplaire à nos ennemis, afin que la situation ne s'aggrave pas.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'immense majorité de la classe politique occidentale n'a rien appris, ni rien compris de ce qui s'est passé dans le monde au cours des 100 dernières années.

Aussi, Dalil Boubakeur (le recteur de la mosquée de Paris), le MRAP et le Conseil Français du Culte Musulman en ont-ils rapidement profité pour poursuivre en justice les journaux français ayant reproduit les caricatures.

Dalil Boubakeur, qui s'était pourtant toujours efforcé jusqu'alors de jouer les bons pères de famille rondouillards et « bien intégrés », a ainsi jeté le masque et affiché ouvertement tout le mépris qu'il porte à notre démocratie, à ses lois et à notre culture.

Dans le livre qu'il a publié récemment (« Il faut tenter de vivre », aux éditions du Seuil), Robert Redeker rappelle de quelle façon il a, dans un premier temps, été submergé de messages électroniques de plus en plus violents, puis, après avoir été traité comme « l'islamophobe du moment » par un prédicateur musulman sur la chaîne Al-Jazira (dont nos propres médias se délectent des messages et se réjouissent de son audience), il a été condamné à mort – comme Salman Rushdie avant lui.

Il décrit aussi sa solitude, physique et aussi morale, et les critiques ou les faibles soutiens dont il a été l'objet. Celles de ses propres collègues d'abord (et il serait presque amusant, si ce n'était pas tragique, de voir ceux qui auront été les plus hargneux, les plus sectaires et les plus haineux anticléricaux prendre partie contre un enseignant qui a osé critiquer une religion...) Et il fait part des faibles soutiens, toujours assortis de réserves et presque de reproches, de ministres, tel Gilles de Robien, d'intellectuels, tel Jean Bauberot, et bien sûr de l'ineffable « Ligue des Droits de l'Homme ».

Cet ouvrage a été présenté dans un article du journal « Le Monde » du 23 janvier 2007. A la fin de cet article, son auteur concluait: « Puisque Robert Redeker invoque souvent Spinoza, on l'inviterait volontiers à faire sienne la recommandation du philosophe, en introduction du « Traité Politique » : « Ne pas rire, ne pas pleurer, ne pas détester, comprendre ».

Voilà un bon résumé de la « pensée » de l'intelligentsia révolutionnaire des salons parisiens: Robert Redeker a eu tort d'exprimer une opinion qui n'était pas politiquement correcte. Après tout, il n'a donc que ce qu'il mérite – semble ainsi penser l'auteur de cet article.

Manifestement, ce n'est pas demain que sera jouée la pièce de Voltaire « Mahomet ou le fanatisme »...Et à en juger par l'ambiance actuelle, Beaumarchais subirait aujourd'hui le même sort que Robert Redeker. Qu'advierait-il en effet à l'heure actuelle de l'auteur du « Mariage de Figaro » pour avoir osé écrire:

« Je broche une comédie dans les mœurs du sérail ; auteur espagnol, je crois pouvoir y fronter Mahomet sans scrupule: à l'instant, un envoyé de je ne sais où se plaint que j'offense dans mes vers la Sublime Porte, la Perse, une partie de la presque île de l'Inde (...): et voilà ma comédie flambée, pour plaire aux princes mahométans dont pas un je crois ne sait lire, et qui nous meurtrissent l'omoplate en nous disant: chiens de chrétiens ! Ne pouvant avilir l'esprit, on se venge en le maltraitant (...).

Il s'élève une question sur la nature des richesses ; et comme il n'est pas nécessaire de tenir les choses pour en raisonner, n'ayant pas un sou, j'écris sur la valeur de l'argent et sur son produit net: aussitôt je vois, du fond d'un fiacre, baisser pour moi le pont d'un château fort, à l'entrée duquel je laisserai l'espérance et la liberté (...).

Que je voudrais bien tenir un de ces puissants de quatre jours, si légers sur le mal qu'ils ordonnent, quand une bonne disgrâce a cuvé son orgueil ! Je lui dirais...que les sottises imprimées n'ont d'importance qu'aux lieux où l'on en gêne le cours ; que sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur... ».

Gageons que nos brillants intellectuels de gauche, toujours si prompts à se plaindre de la censure morale de notre société pervertie, ne trouveraient ici rien à redire d'une vraie censure – telle qu'elle s'exerce à l'encontre de Robert Redeker, et de bien d'autres faits dont les grands médias se gardent bien de nous « informer ».

Est-il étonnant de constater que le contrat mafieux qui pèse sur Robert Redeker a été totalement absent des débats électoraux de 2007 ?

Certains candidats (ou certaines) voulaient, paraît-il, accroître les espaces de liberté de notre démocratie. Marier les homosexuels et donner le droit de vote aux étrangers semblent être les derniers sujets à la mode. Et gare à ceux qui seraient d'un avis contraire: ils ne pourraient être que des fascistes, xénophobes, homophobes (donc des malades mentaux), tout juste bons à devenir des parias d'une société aussi « culturellement » diverse que violente, déstructurée... mais si politiquement correcte!...

Car, en même temps que l'on prône la démocratie et les jurys citoyens, le terrorisme intellectuel, qui sévit depuis des décennies dans ce pays, continue évidemment son travail de sape.

Il a d'ailleurs réussi à faire le lit du terrorisme tout court.

Voici peu de temps, le maire de Paris s'est subitement (et tardivement) découvert une âme de libéral, se souvenant comme par enchantement que le libéralisme a été une doctrine issue des Lumières. Idée généreuse s'opposant alors à la monarchie absolue, elle a contribué à l'émergence des démocraties, avant d'être confondue avec le libéralisme économique stupide et sans frein que le Monde a connu jusqu'à présent, de Paris à Pékin. Passons en souriant sur les émois de vierge effarouchée que cet engouement nouveau pour une pensée si éloignée de celle de Marx a très vite suscité au sein du PS – où une petite poignée d'individus s'arroge le droit de juger de ce qui est seul bien à ses yeux pour toute l'Humanité, pour les siècles passés, présents et à venir. Donc, le maire de Paris, paré de sa nouvelle cape libérale, souhaite élargir le champ des libertés. Il pourra peut-être venir à l'esprit de certains que notre pays est déjà (ou plutôt « encore »...) une démocratie, qu'il convient évidemment de parfaire et au premier chef de défendre contre tous les totalitarismes - politiques tout autant que religieux. Alors quelles libertés nouvelles nous promet-on ? Comme d'habitude, rien d'autre que le mariage homosexuel et le droit de vote pour les étrangers...Mais il ne vient manifestement pas au maire de Paris l'idée de commencer par faire en sorte que le droit d'expression le plus élémentaire soit respecté... Benjamin Constant doit se retourner dans sa tombe.

Il est vrai que le maire de la capitale semble avoir finalement assez rapidement oublié ses errements idéologiques, se ralliant à l'aile la plus ringarde du PS lors de la désignation du nouveau « premier secrétaire » du parti. Une empoignade amusante qui aura eu le mérite, s'il en était besoin, de faire apparaître une nouvelle fois les leaders de ce parti pour ce qu'ils et elles sont, puisque ces dames ont fait preuve entre elles d'un sectarisme et d'une intolérance qui n'ont d'équivalent que la hargne et la haine qu'elles déploient à l'égard de ceux qui ne sont pas « de gauche » (qui, comme chacun le sait, poussée par le vent de l'Histoire, est la force de progrès incarnée et le moteur de la démocratie...). Mais cela n'empêche pas ces dames de se permettre encore de donner des leçons de morale et de démocratie !...

Pendant que se donnent ces tristes spectacles, sous l'empire de la pensée unique, du politiquement correct et des mosquées, la liberté d'opinion et d'expression tendent dans ce qui reste de nos démocraties à s'étioler.

Robert Redeker n'est pas le seul à être aujourd'hui la proie de la vindicte musulmane. La bangladaise Taslima Nasreen a été obligée de quitter son pays en 1994 pour y avoir déplu aux autorités religieuses, et a dû se réfugier en Inde, où sa tête a été mise à prix pour 500 000 roupies

par les religieux musulmans. En Europe, l'ancienne députée néerlandaise Ayaan Hirsi Ali d'origine somalienne est aussi l'objet d'une « fatwa » (on est en plein moyen-âge !) pour avoir participé à l'écriture du film de Théo Van Gogh.

Aux Pays-Bas, le leader « populiste » Geert Wilders a été mis au ban de la société pour avoir voulu diffuser un film sur l'islam qui n'était pas politiquement correct, et le gouvernement s'est efforcé de faire en sorte que ce film ne soit pas diffusé, s'empressant de faire savoir, via ses ambassades, que ce document n'exprimait pas son point de vue. Geert Wilders est même depuis peu mis en examen...

Toujours aux Pays bas, le caricaturiste « Gregorus Nekschot » (pseudonyme) a été arrêté le 13 mai 2008, son appartement a été fouillé, son ordinateur et son téléphone ont été saisis... Cette affaire constitue une « première » dans l'histoire du pays depuis 1945... Une belle référence ! On imagine pourtant que depuis nombre de caricatures ont été produites à l'encontre des hommes politiques hollandais ou étrangers, ou à celle du pape – mais, bien entendu dans ces cas là (et heureusement) sans susciter de réaction indignée de la justice... Ne nous faisons pas d'illusion: il en irait de même en France, et l'abandon de Robert Redeker en constitue une preuve flagrante.

Qu'il n'y ait, cependant, pas de confusion: la référence souvent évoquée ici aux Etats-Unis ne signifie nullement que nous devons adhérer sans réserve à leur politique, qui est parfois dictée par des intérêts ambivalents et développée avec maladresse – et l'on peut espérer que la nouvelle administration démocrate impulse enfin une autre politique.

Elle ne signifie pas non plus qu'il faille regretter de ne pas s'être engagés en Irak aux côtés des Etats-Unis.

Cette guerre était inutile – bien qu'elle ait contribué à la chute d'un dictateur et permis l'élection d'un gouvernement légitime. Mais elle a aussi mis en évidence l'extrémisme et le fanatisme des factions religieuses.

Toutefois, dans les cas graves, il faut savoir choisir son camp. Si imparfaites qu'elles soient, les démocraties n'en demeurent pas moins les « pires des régimes, exceptés tous les autres ».

Dire, facilement mais de manière assez stupide, comme le fit Chirac à propos de l'Irak, que « la démocratie ne s'importe pas dans des fourgons blindés », c'est oublier un peu vite que sans ces fourgons blindés, la France et une bonne partie de l'Europe ne seraient peut-être, aujourd'hui encore, que des annexes de l'Allemagne nazie. C'est oublier également que les dictatures, qu'elles soient politiques ou religieuses, n'hésitent pas, pour leur part, à agresser les démocraties et à chercher à les abattre – par la guerre ouverte, l'infiltration et la propagande ou le terrorisme...

Qu'il n'y ait pas, non plus, d'amalgame: condamner une ou des idées, des idéologies ou des religions, des politiques et des postures intellectuelles, ne signifie nullement le rejet des autres (ce serait un comble que de renverser ainsi les rôles !). Tous ceux qui veulent œuvrer à l'épanouissement de la démocratie, tous ceux qui acceptent pacifiquement le débat contradictoire, tous ceux qui, venant d'autres pays, acceptent en France notre propre culture et ne la combattent pas de façon ouverte ou voilée sont évidemment dignes de respect, quelle que soient leurs origines, leur religion ou la couleur de leur peau.

Il est possible en France de critiquer le libéralisme ou le communisme, ou le président de la République; il est permis de caricaturer le pape (ce dont on ne s'est jamais privé sans que les donateurs de leçon de morale ne s'en soient jamais offusqués) ou Mahomet. Tous ceux qui l'admettent et souhaitent travailler avec nous sont les bienvenus. Les autres n'ont rien à y faire.

Il ne serait d'ailleurs pas inutile de se souvenir que les premières victimes de la barbarie des régimes dictatoriaux et / ou théocratiques sont les propres populations de ces pays. Renoncer devant leurs pressions ou celles des terroristes, c'est évidemment mettre en péril la démocratie là où elle existe, mais c'est également empêcher des peuples entiers d'y accéder un jour.

Alors, finalement, quel rapport y a-t-il entre ce qui vient d'être rappelé et le sort réservé à Robert Redeker?

Ce qui est arrivé à Robert Redeker, le silence sidéral dans lequel s'est déroulé son calvaire, n'est pas le fruit d'un égarement passager de nos dirigeants, d'une simple erreur ponctuelle d'appréciation du danger.

C'est le résultat tangible et visible d'un abandon généralisé de valeurs par ailleurs affichées avec grandiloquence lorsqu'il s'agit de discourir sur les estrades de campagne ou de donner des leçons aux autres nations – et d'une confusion idéologique particulièrement grave pour notre pays.

C'est le début de la fin de notre liberté d'expression, lorsqu'elle ne va pas dans le sens de la gauche sectaire, de la droite hypocrite et lâche, des religieux moyenâgeux et des médias complices et manipulateurs.

Ce qui est arrivé à Robert Redeker se produit en silence dans nombre de cas semblables, dans les banlieues ou les lycées, dans les quartiers où les habitants ont peur de sortir de chez eux, ou de porter plainte contre leurs agresseurs.

C'est le produit du renoncement à nos idéaux démocratiques par une classe politicienne qui s'est transformée au fil des ans en marchands de tapis, toujours prêts à vendre leur camelote au plus offrant. Il est vrai que nous avons commercé avec Hitler jusqu'au début de la guerre...

Alors qu'aurait-il fallu faire pour sortir Robert Redeker de son exil intérieur et redonner dans notre pays (et dans l'Europe entière) la place qui revient au débat d'idées et à la liberté d'expression?

Sans doute à la fois beaucoup et peu.

Peu, car il n'est pas nécessaire de faire voter de nouvelles lois qui iront s'ajouter aux autres pour être aussi peu appliquées.

Il faut surtout beaucoup de volonté politique, pour redonner du sens et de l'idéal à notre République, afin que les discours de ses dirigeants et leurs leçons de morale à l'adresse du monde s'appliquent d'abord à notre pays.

Autant dire que la tâche est immense.

Il aurait fallu aussi parler de Robert Redeker – comme les journalistes savent si bien parler d'eux-mêmes, lorsqu'ils sont victimes de la dictature et de la répression...

Il aurait fallu parler de Robert Redeker à la télévision comme on l'a fait d'Ingrid Bettancour, et faire paraître régulièrement des informations sur sa vie traquée et brisée.

Donner des informations: peut-être d'ailleurs fallait-il simplement commencer par là, sur Robert Redeker, mais aussi sur les vraies menaces qui pèsent sur les démocraties.

Un certain nombre d'actions concrètes auraient pu être entreprises, telles que:

- Faire lire un texte informant le public de sa situation avant chaque représentation culturelle (théâtre, opéra, concert, etc...),
  
- Adresser des lettres de soutien directement à Robert Redeker (par l'entremise de ses « gardiens »),
  
- Faire publier son article dans tous les journaux nationaux, régionaux et gratuits – en rappelant la condamnation que cet article lui a valu,
  
- Demander aux journaux télévisés de donner, chaque jour, des nouvelles de Robert Redeker, et donner régulièrement le décompte du nombre de journées d'exil intérieur subies.

Peut-être ces mesures, qui auraient touché inévitablement le grand public, auraient-elles pu être de nature à faire évoluer l'opinion et la façon dont les débats politiques, sociétaux et philosophiques sont conduits dans ce pays – alors qu'ils sont marqués jusqu'à présent par un sectarisme et une intolérance indignes d'une vraie démocratie – laquelle n'hésite pas un seul instant, il est vrai, à abandonner l'un des siens aux oukases et condamnations de sbires théocratiques et moyenâgeux.

\*  
\* \*